

« Les analystes craignent une extension du salafisme-djihadisme à certains pays du golfe de Guinée »

« Les analystes craignent une extension du salafisme-djihadisme à certains pays du golfe de Guinée »



Entretien avec
Alain Antil

Directeur du Centre Afrique subsaharienne à l'IFRI
PROPOS RECUEILLIS
PAR DAVID PERIER

Quel est l'état d'esprit des Maliens à l'égard de l'intervention française ?

Il existe très peu d'études quantitatives fiables sur l'état d'esprit des Maliens. Cependant, parmi les rares études solides, il faut mentionner le travail du bureau bamakois de la Fondation Friedrich Ebert (le « Mali-Mètre »). Cette fondation allemande fait des sondages depuis une dizaine d'années sur les perceptions des Maliens à l'égard de leurs institutions et sur les différents partenaires du pays présents au Mali. Ainsi, si l'on compare le Mali-Mètre de 2014 et celui de 2020, on voit que la confiance des Maliens envers l'intervention militaire française s'est effondrée : 56 % d'opinions positives en 2014, contre plus de 80 % d'opinions négatives en 2020. On retrouve les marqueurs les plus visibles de ce mécontentement dans des manifestations de rue (slogans anti-français, drapeaux brûlés), dans la presse nationale et évidemment sur les réseaux sociaux.

On peut distinguer plusieurs strates de mécontentement. D'abord, puisque la situation sécuritaire s'est objectivement dégradée ces dernières années, tous les

acteurs de la sécurité (autorités maliennes, opération Barkhane, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, la Minusma) subissent cette perte de confiance de l'opinion publique. Ensuite, la présence d'une armée étrangère – de surcroît celle de l'ancienne puissance coloniale – ne va pas sans susciter des réactions nationalistes à l'encontre de la France. Cette présence alimente quotidiennement le procès en néocolonialisme. Deux chefs d'accusation sont régulièrement évoqués : d'une part, la France serait présente au Mali pour voler les ressources minières supposées du Nord ; d'autre part, les dirigeants maliens ne seraient que des marionnettes de Paris. Ces théories complotistes s'appuient sur de fausses informations circulant sur les réseaux sociaux mais aussi, malheureusement, dans les médias maliens. Ainsi, on peut lire que Barkhane soutient les terroristes, que les militaires français volent l'or du Mali, que l'opération n'aurait d'autre but que l'indépendance du nord du pays pour s'approprier des ressources en uranium et en pétrole, pourtant inexistantes pour l'instant. En 2013, l'armée française était considérée comme une armée de libération par les Maliens. Aujourd'hui, sa présence est contestée, y compris par certaines élites.

Le nord du pays est-il définitivement perdu par le gouvernement de Bamako ?

Le nord du pays n'est pas perdu par Bamako, mais la situation s'est singulièrement compliquée ces dernières années. On y dénombre dorénavant une douzaine de groupes armés non étatiques que l'on peut classer en trois catégories : salafistes-djihadistes, indépendantistes-autonomistes et pro-Bamako. S'y ajoutent l'armée malienne, Barkhane, la Minusma et la force européenne Takuba. Sans les groupes pro-Bamako et Barkhane, le Mali aurait déjà perdu définitivement tout contrôle du Nord. Pour dire les choses plus brutalement, l'armée malienne est aujourd'hui une actrice secondaire de la sécurité au Nord et le sera encore à court et moyen terme. L'administration malienne s'est quant à elle difficilement redéployée dans la zone. Dès que l'on sort des centres urbains les plus importants, l'État malien n'est, de facto, plus présent.

Quelles relations le Mali entretient-il avec les pays frontaliers ? Sont-ils solidaires de leur voisin sahélien ?

Le Mali a créé en 2014, avec d'autres pays de la zone, le G5 Sahel, une structure de coopération sur les questions de développement et de sécurité qui a mis en place une série d'instruments plus ou moins opérationnels dont le plus célèbre est la Force conjointe du G5 Sahel. Cela a contribué à un renforcement de la coopération avec ses voisins et à une meilleure compréhension mutuelle. Certains d'entre eux (le Niger, le Burkina Faso) ont même déployé des soldats au Mali dans le cadre de la Minusma. Cependant, des pays comme la Mauritanie et le Niger pointent régulièrement Bamako du doigt comme responsable de la dégradation de la situation sécuritaire dans la zone, notamment en raison de l'incurie de ses forces armées.

Le gouvernement malien, le G5 Sahel et les militaires français parviennent-ils à endiguer la progression islamiste vers le sud ?

Non. En 2012-2013, les problèmes sécuritaires étaient limités au Mali septentrional ; ils se sont depuis diffusés au centre du Mali, au nord et à l'est du Burkina Faso et à l'ouest du Niger. Aujourd'hui, les analystes craignent une extension du salafisme-djihadisme à certains pays du golfe de Guinée (Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire...), voire une jonction avec les salafistes-

djihadistes opérant dans le bassin du lac Tchad (Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest). Malgré tous les efforts des pays sahéliens et de leurs partenaires, le nombre d'attaques, de victimes, de réfugiés est en expansion constante depuis 2016. Les groupes terroristes s'installent dans des zones délaissées par les États ou dans des territoires où existent déjà des tensions fortes entre les populations et les autorités. Il ne faut pas voir cette extension géographique comme un front terroriste qui avance mais comme une multitude de micro-conflits existants pouvant évoluer vers des maquis insurrectionnels teintés idéologiquement par le salafisme-djihadisme. Ces États, le Mali et le Burkina Faso en particulier, sont en train de perdre la main sur des parties de plus en plus importantes de leurs territoires.

Dans quelle mesure les rivalités ethniques sont-elles instrumentalisées par les acteurs de la guerre civile au Mali ?

Au Mali comme dans les pays voisins, les groupes armés, terroristes ou non, ne peuvent s'installer durablement dans une zone que s'ils ont un ancrage sociologique fort. Les identités ethniques sont évidemment mobilisées. Dans une partie du centre du Mali, la guerre actuelle se déroule entre populations dogons et peules. Les Peuls de la zone sont fortement représentés dans un groupe terroriste appelé la Katiba Macina, proche d'Al-Qaïda, alors qu'une milice armée, Dan Na Ambassagou, prétend protéger les populations dogons de la zone. L'État n'arrivant pas à réguler les tensions ni à assurer la protection des populations civiles, ce phénomène de « milicianisation » se développe rapidement. Il faut noter également que d'autres tensions, cette fois intra-ethniques, peuvent aussi déboucher sur de la violence. En effet, dans beaucoup de sociétés sahélo-sahariennes, il existe de forts clivages internes au sein d'une ethnie entre les couches dominantes (nobles) et des couches dominées de populations d'origine servile ; même si elles ne sont plus esclaves, ces populations ont moins de droits, notamment pour l'accès aux ressources naturelles, et sont moins représentées politiquement. Initialement, le mouvement terroriste burkinabé Ansaroul Islam recrutait fortement au sein de ces couches anciennement serviles. Et les premières cibles de ce groupe étaient les autorités coutumières et religieuses de leur propre ethnie. ●